



supermarché — électricité
— téléphone — transport — logement...

AUTO-RÉDUCTIONS !

expériences d'**auto-réductions** dans le mouvement
autonome italien des années '70.

Contexte politique

ON PARLE D'UN MOUVEMENT SOCIAL "AUTONOME", car autonome des partis et des syndicats. Refusant la délégation et la représentation, les exploités se préoccupent de prendre en charge leurs besoins, sans médiation, sans confiance dans les institutions, ici et maintenant, sans attendre une hypothétique et lointaine révolution préparée par des élites.

En 1973, la crise apparaît en Italie comme dans les autres pays occidentaux. Le Parti communiste (PCI) et les syndicats appellent la population à se serrer la ceinture, mais les comités autonomes répondent que les prolétaires n'ont pas à se sacrifier pour la bonne marche de l'économie, et défendent plutôt le vol et l'auto-réduction.

L'**auto-réduction**, ça consiste à refuser ensemble de payer le prix demandé pour différents services, l'électricité, le téléphone, les transports, les loyers, et même la nourriture et les autres biens de consommation. On paye soit l'ancien prix (lorsqu'il augmente), soit moitié prix, soit rien du tout. Cette forme de désobéissance va se répandre comme une traînée de poudre dans tout le pays, souvent soutenue par les ouvriers des services concernés.

Si le mouvement des auto-réductions a pu se développer à une échelle de masse, c'est qu'il existait en Italie des luttes d'usines particulièrement fortes et permanentes. Mais c'est aussi parce qu'à la différence de l'Angleterre, où les ouvriers restent souvent enfermés au seul niveau de l'entreprise, ici les conflits sortent de l'usine.

Le capitalisme casse le modèle de l'usine, où les ouvrier-e-s sont rassemblé-e-s et relativement puissant-e-s. Il délocalise, sous-traite, disperse et réduit les unités de production. La lutte des classes est toujours moins centralisée dans l'habituelle usine, entre l'ouvrier-e et le patron, et se dilue de plus en plus dans beaucoup d'aspects de la vie quotidienne, et touche d'autres personnes.

Les autonomes remarquent ce glissement, et se mettent à lutter sur tous les domaines de la vie : logement, accès aux fluides, information parallèle, patriarcat...

Ils analysent la situation en parlant « *d'usine diffuse* », concept qui justifiait la sortie de l'usine au nom du fait que tout, en définitive, de la consommation de marchandises culturelles au travail domestique, contribuait désormais à la reproduction de la société capitaliste, et que donc l'usine était désormais partout.

Le mouvement révolutionnaire n'appartient plus à la classe ouvrière en tant que telle, mais à « *l'ouvrier social* » : une catégorie suffisamment élastique pour intégrer les femmes, les chômeurs, les artistes, les marginaux, les jeunes révoltés de toutes sortes.

Cette évolution contenait en soi, à plus ou moins brève échéance, la rupture avec le socialisme et avec ceux qui, comme les Brigades Rouges et certains collectifs de l'autonomie ouvrière, voulaient croire que « *la classe ouvrière reste de toutes façons le noyau central et dirigeant de la révolution communiste* ».

Électricité

AUTO-RÉDUIRE SES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ, ça veut dire refuser unilatéralement de payer le prix demandé, par conscience et par refus du système de profit qui tourne autour des fluides. Les factures sont payées soit à l'ancien prix (après une augmentation), soit à moitié prix, soit au prix que paient les entreprises, soit pas du tout. Parfois elles sont ornées du tampon du comité d'usine.

Ces auto-réductions prennent beaucoup d'ampleur. Ainsi le 12 novembre 1974 à Turin, par exemple, 80.000 personnes manifesteront et brûleront la lettre que l'ENEL (équivalent italien d'EDF) leur a envoyé pour les menacer poliment de poursuites judiciaires s'ils et elles continuent à auto-réduire leur facture. Parfois, les habitant-e-s d'un quartier s'organisent pour faire des « piquets » devant les compteurs de leurs immeubles, et empêcher ainsi que les employé-e-s de l'ENEL puissent les relever. Parfois, ce sont les employé-e-s mêmes qui refusent de relever les compteurs ou de couper l'électricité : les mouvements d'auto-réduction de l'électricité sont, pour beaucoup, lancés et appuyés par les comités

d'ouvriers de l'ENEL, bien placés pour connaître et diffuser les détails des finances de l'ENEL...

En 1974, on peut estimer à 280.000 les foyers qui recourent dans toute l'Italie à l'auto-réduction. Devant l'ampleur de la catastrophe, l'ENEL et le gouvernement se dépêchent de négocier. Ils trouvent d'ailleurs des syndicats assez contents de s'asseoir autour du tapis vert. La gauche syndicale a été débordée et partout, sauf à Turin, les luttes les plus importantes sont menées par des collectifs ou des groupes autonomes, dans un cadre résolument extra-syndical. D'autant qu'immanquablement, autour des auto-réductions des notes d'électricité, surgissent les problèmes du gaz de chauffage, du téléphone, des charges locatives, de la redevance de la télévision, etc. La lutte risque alors d'échapper aux limites précises d'une négociation et sur l'exercice du pouvoir des prolétaires dans la société.

Ainsi le PCI, face à l'émergence de ce mouvement, restera indifférent, se limitera à lancer des pétitions contre l'augmentation des tarifs de l'électricité, ou encore sabotera directement les luttes, en s'en dissociant publiquement, en arrachant les affiches, etc.

TRACT ÉDITÉ À ROME EN 1973 PAR UN COMITÉ D'OUVRIERS DE L'ENEL :

« Tout a augmenté, et l'argent on en a de moins en moins. Nous devons aller nous faire exploiter à l'usine pour rapporter un salaire de misère. Il nous faut des mois de lutte pour arracher une augmentation. Tandis que pour les patrons et le gouvernement, un simple trait de plume suffit pour augmenter les prix. Les prix, les impôts, les loyers et les tarifs.

Organisons-nous pour reprendre le salaire qu'ils nous volent tous les jours. Notre "*non aux licenciements*", ce sera le salaire garanti, que nous travaillions ou pas, notre "*non à la vie chère*" consistera à reprendre notre argent : en ne payant pas le loyer des patrons, en décidant nous-mêmes du prix des loyers, en occupant les maisons vides. Nous voulons des transports gratuits payés par les patrons. Ne payons plus les notes astronomiques l'électricité, de gaz, de téléphone : décidons de payer ce que nous voulons en auto-réduisant.

Organisons-nous pour payer un prix qui corresponde à nos revenus en ce qui concerne les produits alimentaires de première nécessité.

Pour l'électricité, les prolétaires payent 45 liras. Agnelli, le patron de la Fiat, paye 10 liras.

Les prolétaires de certains quartiers de Rome, de Turin et de Milan ont répondu à la cherté de l'électricité et aux notes astronomiques en auto-réduisant : payons tous comme Agnelli. L'auto-réduction se fait en expédiant un mandat postal en indiquant le relevé de la consommation : nombre de kWh x 10 liras = tant de liras.

**PAYONS L'ELECTRICITE CE QU'ELLE COUTE
ET NON CE QU'ILS VEULENT NOUS LA FAIRE PAYER ! »**

Transport

SUR LE PLAN DES TRANSPORTS EN COMMUN, les luttes autonomes revendiquent la nationalisation des transports en commun, la baisse des tarifs, voire la gratuité. L'auto-réduction s'exprime alors par le paiement collectif de l'ancien prix du billet quand celui-ci vient d'augmenter. Des comités naissent un peu partout en Italie et mènent des actions comme le blocage des routes ou des voies ferrées.

Le 19 Août 1974, à peine rentrés des vacances, les ouvriers de la Fiat Rivalta (seconde usine Fiat après Mirafiori) ont la bonne surprise d'apprendre que les tarifs des bus qui les conduisent de Turin ou de sa banlieue à l'usine ont augmenté de 25% à 30%. Proposées en leur absence par le gouvernement à la région, ces augmentations ont été votées, fin juillet, par des organismes régionaux trop heureux de faire une fleur aux entreprises de transports qui prospèrent sur le dos des ouvriers. Pris de court, les ouvriers commencent par payer, mais, le 24 août, le mécontentement est si grand que la décision d'auto-réduire est prise à l'unanimité. Sur les bus de la SIPAV qui les transportent de Pinerolo (grande banlieue de Turin) aux départements de Rivalta, la lutte s'organise rapidement : les ouvriers élisent des délégués de car et adoptent une attitude que la Stampa qualifie pour la première fois de « *désobéissance civile* ».

A Pinerolo, le 26 Août, d'importants barrages empêchent les bus de partir ; la compagnie est alors contrainte de revenir à l'ancien tarif. Mais, même de celui-ci, les ouvriers ne veulent plus. De ce moment, la FLM (*Federazione di Lavoratori Metalmeccanichi*) de Turin entre à son tour dans la lutte : elle a fait distribuer sur toute la ligne des abonnements auto-réduits qui portent son cachet.

Le 2 septembre, les ouvriers empêchent de nouveau les bus de partir de Pinerolo. Et la FLM peut bien distribuer ses abonnements auto-réduits, les ouvriers préfèrent ce jour-là exhiber leur force de classe et voyager gratuitement.

Le 3 septembre, les barrages se multiplient dans la banlieue de Turin, impliquant un nombre grandissant de gens. L'ampleur de la « désobéissance » contraint alors les autorités à négocier directement avec les comités pour l'auto-réduction, qui imposent le retour aux vieux tarifs. La lutte sur les transports cesse à Turin aussi soudainement qu'elle avait commencé, mais l'exemple a été compris. Et, tandis qu'à Turin se préparent les premières auto-réductions de l'électricité, autour de tous les grands

centres industriels italiens, la lutte pour des transports meilleurs, moins chers ou gratuits, va prendre une forme nouvelle.

C'est ainsi qu'à Salmone, dans la grande banlieue milanaise, la compagnie était revenue aux anciens tarifs deux heures seulement après l'annonce des premières auto-réductions.

L'ampleur du mouvement surprend tellement les autorités que, le 27 septembre, le préfet de Milan convoque une série de journalistes, téléphone aux principaux directeurs des quotidiens milanais et leur déclare : « *Je ne veux pas vous enseigner votre métier, mais vous ne traitez pas de la bonne manière un sujet aussi délicat que celui-là... Si vous écrivez, par exemple, sur le journal que deux cents personnes n'ont pas payé hier le billet de tram, alors demain il y en aura deux mille pour ne pas le faire : et c'est comme ça que la désobéissance marche à toute vapeur !* ». Tout un programme. Mais le préfet de Milan n'est pas le seul à s'inquiéter. Dans un communiqué rendu public le même jour, la FIOM déclare : « *Le mouvement ouvrier a dépassé le stade de la lutte passive, (...).* »

Téléphone

LE MOUVEMENT D'AUTO-RÉDUCTION des factures de téléphone démarre très vite : en six mois, plusieurs dizaines de milliers de foyers refusent de payer la somme que leur demande la SIP, équivalent italien de France Telecom.

En 1974, 52000 foyers italiens refusent de payer leur facture de téléphone. La SIP envoie des menaces de coupure par écrit et les met en application début octobre. Mais la riposte ne se fait pas attendre. A Rome, où la SIP a coupé plusieurs milliers de téléphone dans les banlieues prolétaires, un premier attentat, symbolique, a lieu contre un central téléphonique. Mais quelques jours plus tard, une charge de plastic fait sauter, avec le central de la via Shakespeare, 14.000 lignes de téléphone, dont ceux de tous les ministères, ainsi que de la présidence de la République.

Le lendemain, l'opération se répète à Gênes, où 15.000 téléphones sont à leur tour privés de lignes. Dans chaque cas, l'opération vise des quartiers bour-

geois, en représailles des coupures intervenues dans les quartiers les plus pauvres ; on comptera, dans la semaine, vingt-sept attentats contre des centraux téléphoniques dans toute l'Italie, dont quatre au moins "réussiront".

Parallèlement, des magistrats ordonnent à la SIP de rétablir les lignes aux usagers qui auto-réduisaient, la décision de couper ayant été prise sans tenir compte de la loi, très stricte en Italie sur ce point. Pour ceux qui auto-réduisaient, c'est une première victoire, non pas tant sur les augmentations, qui restent inchangées, mais c'est la première fois que des prolétaires s'emparent collectivement, et par la violence, d'un droit insupportable à toute société capitaliste : celui de ne plus rien payer du tout.

A Milan, dans la première semaine d'avril 1975, un groupe d'usagers pénètre lors d'une grève syndicale dans un central téléphonique et détruit, à coups de barre de fer, les enregistreurs d'unités. Permettant ainsi à tout un quartier de téléphoner gratuitement.

Logement

C'EST EN 69 QUE SE PRODUIT L'EXPLOSION résultant des tensions accumulées durant toutes les années précédentes. A Rome, 70.000 prolétaires parqués dans des ghettos et dans des conditions catastrophiques ont en face d'eux 40.000 appartements vides qui ne trouvent pas d'acquéreurs ou de locataires en raison du coût des loyers.

L'Association des Entrepreneurs du bâtiment romain reconnaît elle-même qu'il s'agit là d'une « *marge de manœuvre indispensable* ». Le climat politique général créé par les luttes ouvrières et étudiantes exerce alors une grande influence dans le déclenchement d'un nouveau genre d'action : il ne s'agit plus d'une occupation symbolique servant de moyen de pression supplémentaire dans le cadre d'une négociation au sommet. Cette dernière est refusée et les occupations prennent l'allure d'une prise de possession violente qui traduit confusément la volonté des prolétaires de prendre les biens nécessaires à leurs besoins. Ces luttes vont avoir pour conséquence de démystifier l'État qui était présenté comme « *médiateur* » dans la prestation des services pour tous les citoyens. Elles mettent le doigt sur la nature de classe de l'État et de l'administration communale et concrétisent une extension directe de la lutte de l'usine vers la société.

En juillet 1969, la commune de Nichelino (banlieue « rouge » de Turin) est occupée : aucun-e de ses habitant-e-s ne paye de loyer. En 1974, 600 familles d'ouvrier-e-s de Fiat Mirafiori (Turin toujours) se mettent à squatter des bâtiments vides. En 1976 à Milan, 5.000 familles squattent, 20.000 auto-réduisent leur loyer et 12.000 leur facture d'électricité. 100 bâtiments sont ouvertement squattés. « *Les retards de paiement des loyers, habituellement de 1 à 2%, ont grimpé à un niveau "politique" : 20%.* »

A Rome, c'est à partir du 15 janvier 1974 qu'on entre dans la phase ascendante du mouvement : en trois mois, plus de quatre mille appartements vont être successivement occupés. [...]

Début septembre 1974, cela fait onze mois que 147 familles occupent des immeubles appartenant à l'IACP (*Istituto Autonomo delle Case Popolari*, organisme de logements sociaux).

Le jeudi 5 septembre, la police intervient de manière ultra-violente pour déloger les gens qui avaient investis ces immeubles. Ils parvinrent à expulser quelques familles, mais c'était sans compter sur la détermination des personnes ni sur leur capacité à organiser la contre-attaque. Les jours suivants, des personnes affluent de tous les quartiers pour s'affronter avec la police. Un manifestant y perdra la vie. Et quand plus tard, la police sortira à nouveau ses armes à feu, elle aura la surprise de voir que le plomb ne vient pas uniquement de son côté. Huit policiers sont touchés grièvement, dont un commissaire. Le vent a tourné.

L'occupation militaire, qui avait duré quatre jours, prend ainsi fin. Le lendemain, les négociations pour reloger dans les mêmes conditions les 147 familles de San Basilio, les 30 de Casal Bruciato et les 40 de Bagni di Tivoli commencent. Elles aboutiront très vite tant la détermination du quartier a fait peur.

(...) Les « accords » se multiplient. Le mouvement des occupations était déjà massif à Naples, Salerne et Turin. Le 27 novembre, les 700 à 800 familles qui occupaient gagnent : 368 familles obtiennent un appartement dans les quinze jours, 325 dans les trois mois et les 130 autres en 1975. Elles obtiennent également la garantie que le loyer ne dépassera pas 12% de leur salaire, ce qui est très proche de la revendication initialement posée : pas de loyer au-dessus de 10% du salaire !

Ces luttes ont par ailleurs pu mettre en crise la structure du secteur du bâtiment public. Là où, en effet, la politique réformiste du PCI n'avait jamais réussi à venir à bout de la spéculation, la lutte ouverte a commencé à le faire.

Supermarché

LES AUTO-RÉDUCTIONS DANS LES SUPERMARCHÉS consistent à s'y rendre en nombre et à en sortir les marchandises sans payer ou en n'en payant qu'une partie.

Des noyaux d'ouvriers décidés vont choisir la seule forme de lutte capable de faire céder les supermarchés : l'appropriation collective, violente s'il le faut, remettant en cause le respect de toute propriété privée ; sans qu'il s'agisse pour les ouvriers d'un vol, comme l'affirmait un tract distribué lors d'une de ces actions : *« les biens que nous avons pris sont à nous, comme est nôtre, tout ce qui existe parce que nous l'avons produit »*.

Voici le récit d'une auto-réduction organisée à Milan en 1976, paru dans le journal *Contro-informazione*.

« Ceux de l'Alfa et des petites usines du quartier Sempione avaient choisi comme objectif un quartier populaire, Quarto Oggiaro. Pourquoi Quarto Oggiaro ? Pour la composante sociale qu'on y trouve, ouvriers des grandes et petites usines et sous-prolétaires qui sont directement touchés par le problème de l'augmentation des prix. De plus, 50% des habitants y pratiquent la grève des loyers. La chose a été bien organisée, et tout à été fait pour garantir aux camarades un maximum d'impunité, ainsi qu'aux gens qui rentraient « faire des achats ».

Un retraité est sorti, le chariot plein de vivres, et il a dit en milanais : « Ils ont raison ceux-là, on ne peut pas vivre avec 75.000 lire par mois », et il s'en est allé à la maison avec son chariot. Les gens n'ont même pas respecté le mot d'ordre syndical qui voulait qu'on paye la moitié environ du prix des produits. Ils ont compris que même cette attitude n'est plus possible, et l'opinion selon laquelle il faut prendre les choses sans attendre l'intervention du syndicat est en train de prendre racine chez les prolétaires et les ménagères exploités du quartier, refusant la logique du contrat : « Je te donne une chose et tu m'en donnes une autre ».



Texte extrait intégralement de
Tout doit partir #1 (juillet 2008)
– toutdoitpartir@boum.org

Remis en page en septembre 2008 par Hobolo
– hobolo@no-log.org

EXPROPRIER NOTRE HISTOIRE au pouvoir. Lui arracher ce qu'il aimerait garder sous silence et nous en nourrir. La faire exister, ne plus être déracinés, ne plus venir de nulle part. Savoir que d'autres étaient là avant nous. Savoir apprendre de ça, profiter des réflexions, des expériences, des auto-critiques, des scissions... Voilà aussi une tâche d'un mouvement révolutionnaire s'affrontant au pouvoir qui voudrait nous voir isolés et sans passé (où alors terrassés par l'histoire des vaincus).

NOUS AVONS COMPILÉ des extraits de textes reprenant des expériences d'**auto-réductions** dans le mouvement autonome italien des années '70. Pour ce faire, nous avons joyeusement pillé une lecture dénommée "*intervento*" qui se base principalement sur différents documents d'époque.